

# Note d'orientation politique: conflits d'objectifs et marges de manœuvre des partis sociaux-démocrates en Europe occidentale

---

Dr Sarah Vanessa Losego



Cette note d'orientation politique résume les principaux résultats de l'étude suivante :  
Abou-Chadi, Tarik, Silja Häusermann, Reto Mitteregger, Nadja Mosimann, Markus  
Wagner, 2025, Trade-Offs of Social Democratic Party Strategies in a Pluralized Issue  
Space: A Conjoint Analysis, *World Politics* 77(3).

**Silja Häusermann** est professeure de politique suisse et d'économie politique comparée à l'Institut de science politique de l'Université de Zurich.

**Reto Mitteregger** est postdoctorant à l'Institut des sciences sociales de l'Université Humboldt de Berlin.

**Tarik Abou-Chadi** est Professeur associé de politique européenne au Nuffield College de l'Université d'Oxford.

**Nadja Mosimann** est directrice du think tank Denknetz. Auparavant, elle a été post-doctorante aux Universités de Zurich et de Genève.

**Markus Wagner** est professeur de recherche quantitative sur les partis et les comportements électoraux à l'Institut de science politique de l'Université de Vienne.

**Sarah Vanessa Losego** a soutenu une thèse en histoire contemporaine à l'Université de Trèves. Elle est collaboratrice de projet à la Fondation Anny-Klawa-Morf et a rédigé cette note d'orientation politique.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Fondation Anny-Klawa-Morf.

## Résumé

Une politique économique de gauche serait populaire parmi presque tous les électeurs et électrices potentiel.le.s des partis sociaux-démocrates. Dans le même temps, une ouverture culturelle modérée bénéficie d'un large soutien. C'est en tout cas ce que montrent les résultats d'une vaste étude menée par Tarik Abou-Chadi, Silja Häusermann, Reto Mitteregger, Nadja Mosimann et Markus Wagner dans six pays d'Europe occidentale.

L'étude dresse ainsi un tableau étonnamment prometteur des marges de manœuvre à disposition des partis sociaux-démocrates : ils peuvent élargir leur base avec une ligne économique clairement de gauche et une politique culturelle progressive, sans risquer de la diviser.

En effet, le dilemme stratégique entre politique économique de gauche et progressisme culturel est moins prononcé qu'on ne le pense souvent. L'étude montre que ce n'est qu'à partir de positions culturelles très progressistes que des tensions peuvent apparaître entre les électeurs et électrices des différentes tranches d'âge.

## 1. Introduction : positionnement stratégique dans un large spectre thématique

Les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale se trouvent dans une situation stratégique délicate. L'époque des loyautés de classe claires est révolue, l'électorat est plus fragmenté et la concurrence politique s'est diversifiée. À côté de l'axe économique traditionnel gauche-droite, le champ politique est désormais structuré par des clivages culturels, des questions d'identités et l'importance croissante de thèmes tels que la politique climatique, la migration, l'égalité ou le coût du logement. Dans ce contexte, l'analyse politique avance souvent l'hypothèse que les partis sociaux-démocrates sont dans une impasse stratégique : des positions économiques de gauche pourraient mobiliser une partie de l'électorat tout en rebutant nettement d'autres ; des positions culturellement progressistes séduiraient les milieux jeunes et urbains, mais aliéneraient les électrices et électeurs plus âgées ou moins diplômées.

L'étude à la base de cette note d'orientation politique, « Trade-Offs of Social Democratic Party Strategies in a Pluralized Issue Space: A Conjoint Analysis », met à l'épreuve empiriquement cette hypothèse et livre des résultats étonnamment optimistes. La situation stratégique est moins marquée par des conflits insolubles qu'on ne le suppose fréquemment.

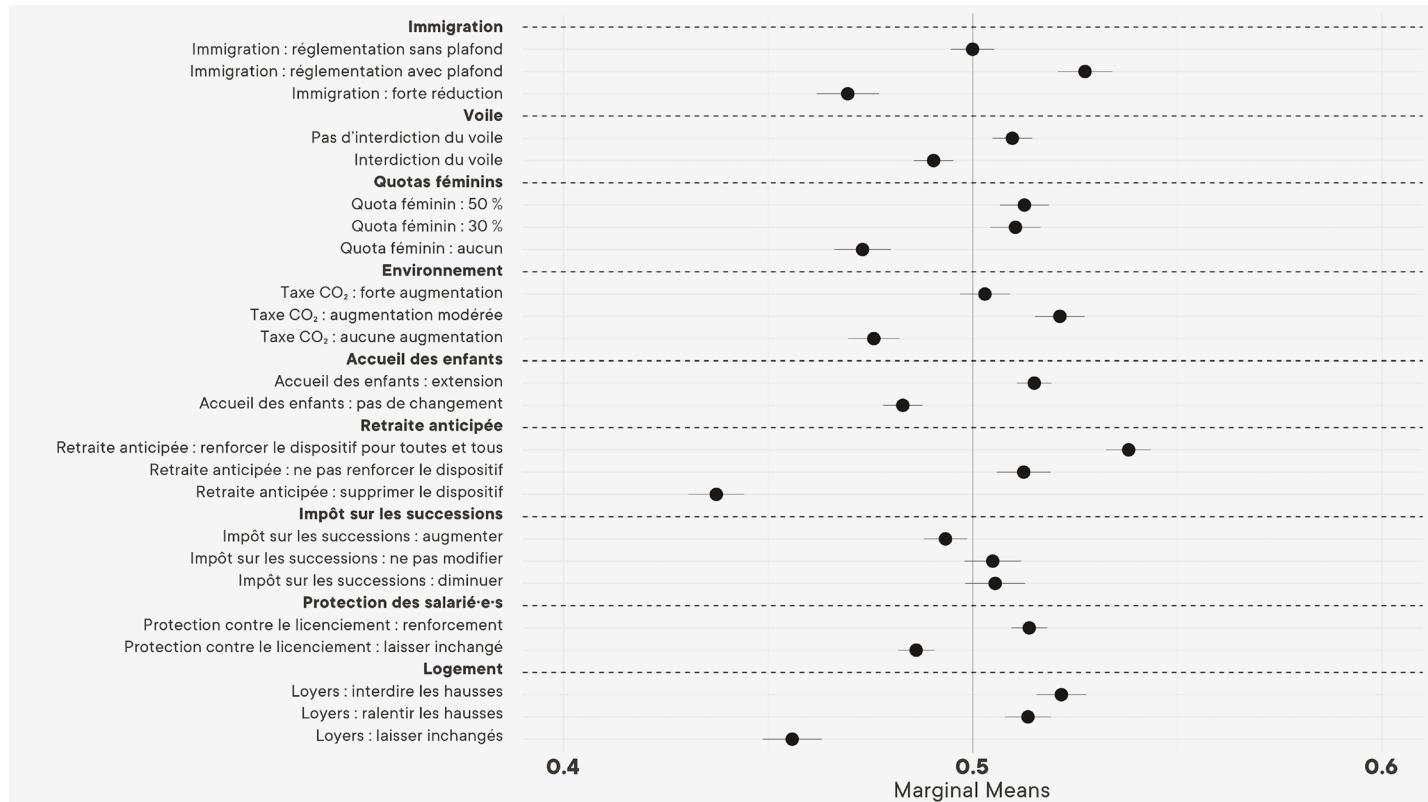
## 2. Conception de l'étude

L'enquête repose sur l'analyse de plus de 12 000 personnes dans six pays d'Europe occidentale (Danemark, Allemagne, Autriche, Suède, Suisse et Espagne). Tous les participant·e·s ont évalué à plusieurs reprises des programmes de partis hypothétiques qui se distinguaient par leurs positions économiques et culturelles. Pour analyser les conflits d'objectifs stratégiques, les auteur·rice·s ont centré leur attention sur l'électorat potentiel des partis sociaux-démocrates, c'est-à-dire les personnes interrogées qui, sur une échelle de 0 à 10, attribuaient au moins la note de 6 à leur disposition générale à voter pour des partis sociaux-démocrates, ou qui se situaient elles-mêmes politiquement à gauche de l'échiquier politique. Cette délimitation garantit un examen des conflits d'objectifs réellement pertinents pour l'orientation stratégique des partis sociaux-démocrates.

L'objectif était de distinguer les conflits d'objectifs à somme nulle — lorsqu'une position accroît le soutien d'un groupe tout en diminuant simultanément celui d'un autre — des conflits d'objectifs thématiques, où une position n'est pertinente que pour un seul groupe.

## 3. Principaux résultats

L'étude met en évidence un schéma constant et net : des positions économiquement de gauche (renforcement de la protection des travailleur·euse·s, développement de l'accueil extrafamilial des enfants, abaissement de l'âge de la retraite, hausse des taxes sur la succession, encadrement plus strict des loyers) sont approuvées par tous les segments pertinents au sein de l'électorat potentiel social-démocrate.



**Figure :** Le graphique montre dans quelle mesure les électrices et électeurs potentiel.le.s des partis sociaux-démocrates approuvent différentes positions politiques. Il s'appuie sur des données d'enquête provenant du Danemark, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Suède et de la Suisse. Sont considéré·e·s comme électrices/électeurs potentiel.le.s celles et ceux qui déclarent une probabilité > 5 (sur une échelle de 0 à 10) de voter un jour pour un parti social-démocrate, ou qui se situent, sur la même échelle, à gauche du centre (valeurs < 5).

*Exemple de lecture : Interdire les hausses de loyers recueille un soutien plus élevé que les ralentir, et nettement plus élevé que laisser les loyers inchangés.*

Les positions culturellement conservatrices — politique migratoire restrictive, interdiction du voile, rejet des quotas féminins et renonciation à une taxation plus élevée du CO<sub>2</sub> — sont largement impopulaires, y compris parmi les personnes moins diplômées et les ouvrier.ère.s.

À l'inverse, des positions nettement progressistes sur le plan culturel — soutien à une immigration sans plafond, absence d'interdiction du voile, taxation élevée du CO<sub>2</sub> et quotas féminins de 50 % dans les instances dirigeantes — divisent davantage l'électorat potentiel social-démocrate. Des conflits à somme nulle apparaissent surtout entre électrices et électeurs plus jeunes ou très diplômé·e·s d'une part, et plus âgé·e·s ou moins diplômé·e·s d'autre part. Néanmoins, de véritables conflits d'objectifs à somme nulle restent rares. La plupart des divergences tiennent au fait qu'un seul groupe d'électrices/électeurs considère le thème comme important, tandis que l'autre y demeure largement indifférent plutôt que franchement opposé.

## 4. Un socle commun : une politique économique de gauche

L'un des résultats les plus robustes de l'étude est qu'une politique économique clairement orientée à gauche est soutenue par tous les segments de l'électorat potentiel des partis sociaux-démocrates. Autrement dit : un programme économique clairement à gauche ne repousse aucun groupe d'électeur.ice.s. Au contraire, il constitue une base permettant d'atténuer également les divergences sur les questions culturelles. Même les groupes moins progressistes sur le plan culturel acceptent un programme économique de gauche et réagissent souvent de manière indifférente à des messages culturellement progressistes, tant que la composante économique est respectée. Pour les campagnes électorales et l'élaboration d'un programme, cela signifie que des messages économiques flous ou perçus comme trop au centre sont peu attractifs auprès de tous les segments de l'électorat potentiel des partis sociaux-démocrates.

## 5. Politique sociale : large acceptation d'un progressisme modéré

La principale difficulté stratégique pour les partis sociaux-démocrates se situe dans les questions de société. Des positions modérément progressistes, telles que des quotas féminins de 30 % dans les instances dirigeantes ou la protection du climat sans charges financières drastiques, sont largement acceptées. Des positions fortement progressistes — suppression des plafonds à l'immigration, taxes CO<sub>2</sub> élevées, quotas féminins de 50 % — attirent certes les électrices et électeurs jeunes et diplômé·e·s, mais risquent de susciter des réactions négatives parmi les groupes plus âgés et moins diplômés. Le potentiel de conflit est réel, mais il peut être nettement atténué si les partis sociaux-démocrates optent, sur les enjeux de société, pour un progrès graduel, articulé à une orientation économique résolument à gauche.

## 6. Différences générationsnelles : une ligne de fracture sous-estimée

L'étude identifie les différences d'âge comme le principal facteur de véritables conflits à somme nulle. À l'inverse, les conflits entre niveaux d'éducation ou entre classes sociales sont moins marqués. Les électrices et électeurs de moins de 35 ans soutiennent majoritairement des positions résolument progressistes, telles qu'une politique climatique ambitieuse, une politique migratoire libérale et l'égalité de genre. Les personnes de plus de 50 ans réagissent en majorité plus sceptiquement à ces thèmes, surtout en matière de migration et de protection du climat. À court terme, les personnes plus âgées sont indispensables aux succès électoraux sociaux-démocrates, car elles sont plus nombreuses et participent davantage à la vie politique. À long terme, il faut toutefois renforcer l'ancrage des plus jeunes afin d'assurer la base électorale de demain.

## 7. Éducation et classe : moins conflictogènes qu'on ne le pense

Entre groupes selon le niveau d'études, on observe peu de conflits d'objectifs « durs ». Les électrices et électeurs plus diplômé·e·s affichent des préférences plus marquées pour une politique culturellement progressiste, tout en réagissant négativement aux messages conservateurs. Les personnes moins diplômées sont tout aussi à gauche sur le plan économique, mais nettement moins réceptives aux thèmes culturels — tant positivement que négativement. Globalement, on peut dire que les groupes moins diplômés ne rejettent pas en bloc les positions culturellement progressistes ; ils leur accordent simplement une priorité moindre.

Les différences de classe apparaissent surtout en matière de politique migratoire. Les expert·e·s socioculturel·le·s issus·es de la classe moyenne, c'est-à-dire des employé·e·s hautement qualifié·e·s comme les enseignant·e·s ou les médecins, ont des préférences nettement plus progressistes que les membres de la classe ouvrière. La comparaison entre ouvrier·e·s de production et employé·e·s du secteur des services révèle également une plus grande réserve des premier·ère·s à l'égard des thèmes culturellement progressistes. Parmi les employé·e·s, où les femmes sont majoritaires, ce sont surtout elles qui adoptent des attitudes culturellement progressistes, en particulier sur des enjeux sensibles à l'égalité comme l'accueil des enfants et les quotas féminins.

Ici aussi, toutefois, une politique économique clairement de gauche atténue nettement les différences d'attitudes sociétales entre les divers groupes professionnels.

## 8. Implications stratégiques pour la politique sociale-démocrate

Pour les partis sociaux-démocrates, il se dégage une orientation stratégique claire :

- Une politique économique résolument de gauche constitue l'élément fédérateur central, tous âges, classes et niveaux d'éducation confondus. Toute dilution dans ce domaine réduit l'attractivité, y compris auprès des groupes culturellement progressistes.
- Désamorcer les lignes de conflit culturelles en les articulant à une orientation économique sans compromis à gauche : si des positions culturellement très progressistes accroissent le soutien parmi les jeunes et les hautement diplômé·e·s, les partis sociaux-démocrates doivent compter avec de possibles pertes chez les électrices et électeurs plus âgé·e·s ou moins diplômé·e·s. Un progressisme culturel modéré maximise le consensus. Par ailleurs, la hiérarchisation des priorités est décisive : les thèmes culturels doivent rester visibles dans les programmes sans occulter les positions économiques.
- Ne pas se rallier aux narratifs de droite : l'étude montre sans équivoque que des positions culturellement conservatrices — politique migratoire restrictive, interdiction du voile, approche conservatrice de l'égalité — sont impopulaires non seulement auprès des électrices et électeurs les plus progressistes, mais suscitent aussi peu d'adhésion parmi les personnes moins diplômées et les plus âgées.

## 9. Nuances spécifiques aux pays

Un résultat important de l'étude est la stabilité relative des conclusions au-delà des frontières nationales. Malgré des systèmes de partis structurellement différents et des contextes sociétaux propres à chaque pays, les réactions de l'électorat potentiel social-démocrate se ressemblent fortement.

Il existe toutefois des différences quant à la pertinence de certains thèmes : en Scandinavie, la question de l'accueil des enfants mobilise peu, car il est déjà bien développé. En Suisse, les positions progressistes en matière de migration sont plus populaires que dans les autres pays. En Espagne, en Allemagne et en Autriche, le soutien à une politique économique résolument à gauche est particulièrement élevé. Ces différences permettent aux partis sociaux-démocrates d'affiner leurs stratégies de campagne nationales, sans pour autant remettre en cause le constat général.

## 10. Conclusion

L'étude délivre un message encourageant : les partis sociaux-démocrates ne sont pas pris dans un dilemme stratégique insoluble. Au sein de l'électorat potentiel social-démocrate, de nombreuses tensions peuvent être désamorcées par des combinaisons thématiques réfléchies et une hiérarchisation programmatique claire.

La grande majorité de cet électorat peut être atteinte, sans conflits à somme nulle importants, par une combinaison de positions résolument de gauche sur le plan économique et modérément progressistes sur le plan culturel. L'élément clé consiste à utiliser l'orientation économique à gauche comme ciment fédérateur et à modérer délibérément les divergences culturelles, en accordant une attention particulière aux différences d'âge.

Une rhétorique de droite ne conquiert pas de nouveaux électeurs et électrices ; elle aliène la base. L'avenir de la social-démocratie ne se trouve pas dans le centrisme, mais dans un programme de gauche crédible et cohérent qui intègre l'ouverture culturelle sans en faire la priorité.



**Publié par :**

Fondation Anny-Klawa-Morf  
Falkenplatz 11  
case postale  
3001 Berne  
[info@anny-klawa-morf.ch](mailto:info@anny-klawa-morf.ch)

Denknetz  
Stauffacherstrasse 60  
case postale  
8004 Zurich  
[info@denknetz.ch](mailto:info@denknetz.ch)

L'étude peut être obtenue sous forme imprimée en écrivant à l'adresse [info@anny-klawa-morf.ch](mailto:info@anny-klawa-morf.ch). Pour toute commande de 5 exemplaires ou plus, une participation aux frais de CHF 6.00 par exemplaire imprimé est demandée.



Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale –  
Partage dans les mêmes conditions 4.0 International Licence



**La Fondation Anny-Klawa-Morf s'engage pour une éducation politique progressiste en Suisse et s'inspire des valeurs fondamentales de la démocratie sociale. Fondation indépendante, elle vise à promouvoir le dialogue et la compréhension des principes démocratiques. Elle met en œuvre elle-même ses projets et est membre de la Foundation for European Progressive Studies (FEPS).**

**Le Denknetz est un forum d'échange sur les questions actuelles de politique économique, sociale et du travail. Fidèle aux valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité, Denknetz constate une augmentation des inégalités sociales et une tendance à la désolidarisation au sein de la société. Son objectif est de mieux comprendre les mécanismes de cette dynamique et d'en explorer les alternatives par le dialogue.**

**Fondation Anny-Klawa-Morf**  
**Falkenplatz 11**  
**case postale**  
**3001 Berne**  
**[info@anny-klawa-morf.ch](mailto:info@anny-klawa-morf.ch)**  
**[www.anny-klawa-morf.ch](http://www.anny-klawa-morf.ch)**

**Denknetz**  
**Stauffacherstrasse 60**  
**case postale**  
**8004 Zurich**  
**[info@denknetz.ch](mailto:info@denknetz.ch)**  
**[www.denknetz.ch](http://www.denknetz.ch)**